

Magasins Virgin :



les responsabilités de l'actionnaire

La mise en cessation de paiement de Virgin Megastore a été confirmée avec de lourdes conséquences pour l'emploi et pour des milliers de familles en France. Depuis 2 ans, alors que les difficultés financières étaient réelles dans un secteur culturel en grande mutation, les actionnaires du Fonds de pension Butler Capital n'ont pris aucune décision stratégique pour anticiper et sauver les 26 magasins et leurs 1200 emplois. Ce n'est pas aux salariés de payer pour les erreurs des actionnaires.

Pour justifier ce choix, la direction de Virgin évoque les mutations auxquelles doivent faire face les industries culturelles. Ces mutations ne sauraient masquer les propres responsabilités de Butler Capital Partners – fonds de capital-investissement et actionnaire principal de Virgin – dans la situation que rencontre actuellement l'entreprise.

1 200 emplois sont désormais sous la menace, dont 300 à Paris.

Qu'il s'agisse du magasin des Champs-Élysées, de celui des Grands Boulevards, de celui de Saint-Lazare ou de celui de Barbès – situé au cœur du 18^e arrondissement : une fermeture serait une catastrophe sociale pour l'emploi parisien, alors que le chômage atteint des sommets.

Depuis l'élection de François Hollande, aucune mesure coercitive n'a été votée au parlement pour interdire les licenciements par les entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, aucune loi donnant des droits et des pouvoirs nouveaux aux salariés pour s'opposer aux stratégies patronales.

Il est intolérable, à l'heure où les entreprises du CAC 40 font des bénéfices records et où leurs dirigeants s'octroient des hausses de salaires indécentes de voir des travailleurs ne plus arriver à vivre dignement, d'apprendre chaque jour de nouvelles fermetures d'entreprises, de voir des jeunes et moins jeunes dans la précarité.

Il y a urgence pour l'emploi, il y a urgence à s'attaquer au monde de la finance comme le promettait François Hollande lors de son discours du Bourget dans la cadre de la campagne présidentielle.



➡ Les communistes, leurs élu-es, expriment leur solidarité envers les travailleuses, les travailleurs et leurs familles en même temps que leur colère.

Ils disent que l'on peut contrer ces plans dits sociaux et créer de l'emploi à la condition de s'attaquer à la finance, de relancer le pouvoir d'achat, de donner de nouveaux droits aux salariés.



AVEC LE FRONT DE GAUCHE, LE PCF PROPOSE POUR L'EMPLOI



► Un **moratoire immédiat** sur toutes les plans de licenciements, exécutoire par le Préfet en raison des troubles à l'ordre public causé par les décisions intempestives de supprimer des emplois ou de fermer des sites afin d'élaborer des contre propositions.

► Le vote à l'Assemblée nationale de la **loi contre les licenciements boursiers** dans les entreprises qui réalisent des bénéfices, adoptée par la gauche au Sénat sur l'initiative des parlementaires communistes.

► Des **droits pour les salariés, leurs délégués, les comités d'entreprise** pour faire valoir leurs alternatives. Ils pourraient alors imposer des diminutions du « coût du capital » (intérêts des banques, dividendes, prélèvements sur la sous-traitance...) plutôt que du « coût du travail ».

► Un **Pôle public financier** visant à moduler le taux du crédit en fonction de l'intérêt mesuré pour l'emploi, la formation, les salaires, la recherche, le développement et le progrès écologique.

► Une relance de la consommation par l'**augmentation du pouvoir d'achat des familles** ce qui passe notamment par une augmentation significative du Smic.

Il n'y a pas de fatalité à la destruction de l'emploi et à la fermeture de sites industriels. Pour une vie digne pour chacune et chacun, les solutions existent. A la gauche de les mettre en oeuvre, pour ne pas décevoir et réussir le changement attendu. Les communistes et les parlementaires du Front de gauche sont déterminés à y être utile.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :